
Prestations de service de transports de personnes en situation de handicap

Accord-cadre mono-attributaire

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Accord-cadre 2025SERV001MLV

Le présent accord-cadre est passé sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute par marché subséquent en vertu des articles R2162-7 et R2162-9 du Code de la Commande Publique

Pouvoir Adjudicateur : Université Gustave Eiffel, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel.

Campus de Marne-la-Vallée
5 Boulevard Descartes
Champs sur Marne
77447 Marne-la-Vallée cedex 2

Représenté par M. Gilles ROUSSEL, Président

Table des matières

| | |
|---|----|
| PREAMBULE | 4 |
| ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE | 5 |
| ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE | 5 |
| 2.1. Documents contractuels de l'accord-cadre | 5 |
| 2.2. Documents contractuels du marché subséquent | 5 |
| ARTICLE 3 - FORME DE L'ACCORD-CADRE | 6 |
| ARTICLE 4 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE | 6 |
| 4.1. Durée de l'accord-cadre | 6 |
| 4.2. Durée du marché subséquent | 6 |
| ARTICLE 5 – PERIMETRES DE L'ACCORD-CADRE | 7 |
| ARTICLE 6 – MONTANT DE L'ACCORD-CADRE | 8 |
| ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION | 8 |
| 7.1 – Vérifications - Modifications | 9 |
| ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT | 9 |
| 8.1 – Avance | 9 |
| 8.2. Présentation des factures | 9 |
| 8.3 Délai de règlement | 10 |
| 8.4 Intérêts moratoires | 10 |
| ARTICLE 9 - PENALITES | 11 |
| 9.1 Pénalités de retard | 11 |
| 9.2 Pénalités pour travail dissimulé | 11 |
| 9.3 Autres pénalités spécifiques | 11 |

| | |
|--|-----------|
| 9.4 Dysfonctionnement sur les véhicules (article 3 du CCTP) | 11 |
| ARTICLE 10 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE | 12 |
| ARTICLE 11 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES | 12 |
| 11.1 Description du traitement de données à caractère personnel | 12 |
| 11.2 Obligation du titulaire | 12 |
| 11.3 Autorisation de désignation d'un autre prestataire | 13 |
| 11.4 Droit d'information des personnes concernées | 13 |
| 11.5 Exercice des droits des personnes | 14 |
| 11.6 Exercice des droits des personnes | 14 |
| 11.7 Mesures de sécurité des données à caractère personnel | 15 |
| 11.8 Sort des données | 15 |
| 11.9 Délégué à la protection des données | 15 |
| 11.10 Registre des catégories d'activités de traitement | 15 |
| 11.11 Documentation | 16 |
| ARTICLE 12 - RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE | 16 |
| ARTICLE 13 - LITIGES | 16 |
| ARTICLE 14 - NANTISSEMENT | 16 |
| ARTICLE 15 – ASSURANCES | 16 |
| ARTICLE 16 – DEROGATION AU CCAG/FCS | 17 |
| ARTICLE 17 – PIECES ET INFORMATIONS ADMINISTRATIVES | 17 |
| 17.1 Attestations administratives | 17 |
| 17.2 Obligations administratives | 17 |

PREAMBULE

Cadre législatif

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées introduit, pour la première fois, dans le code de l'action sociale et des familles, une définition du handicap inspirée de la classification internationale du handicap.

La loi prend désormais en compte les quatre familles de handicap : moteur, sensoriel, cognitif, psychique et concerne également les personnes à mobilité réduite, y compris de manière temporaire.

Elle pose le principe selon lequel *« toute personne handicapée a droit à la solidarité de l'ensemble de la collectivité nationale, qui lui garantit, en vertu de cette obligation, l'accès aux droits fondamentaux reconnus de tous les citoyens ainsi que le plein exercice de sa citoyenneté »*.

Grâce à cette loi, de nouveaux droits ont été instaurés pour les personnes en situation de handicap, ainsi que pour de nouveaux bénéficiaires.

L'aide aux déplacements en compensation du handicap vise à aider les personnes en situation de handicap à répondre aux besoins de mobilité liés à leur travail.

Ainsi la mise en place d'un transport domicile/ travail des agents ayant une déficience significative et persistante limitant l'accomplissement des activités normales, notamment sur le plan de la mobilité, ne permettant pas l'utilisation des transports en commun peut être organisée.

Les objectifs

Afin de garantir le respect du principe d'égalité de traitement à l'égard des travailleurs handicapés, les conséquences du handicap sont compensées dans le cadre de travail. L'employeur prend les mesures nécessaires aux besoins des personnes en situation de handicap pour permettre notamment le plein exercice de leur autonomie.

L'Université Gustave Eiffel, en sa qualité d'employeur, organise la demande de transport des personnes à mobilité réduite que le handicap empêche d'utiliser les transports en commun, quand ceux-ci ne sont pas totalement accessibles, en mettant en place un service de transport.

L'objectif est :

- De faciliter l'accès à l'emploi,
- De favoriser son exercice dans la durée,
- De permettre aux personnels de progresser et de bénéficier de formations adaptées à leurs besoins.

Article 1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de confier à un prestataire extérieur le transport domicile / travail / domicile des personnels en situation de handicap ou en reconnaissance d'un handicap, via des véhicules adaptés à tout handicap sur les campus de Marne-la-Vallée et de Versailles.

Article 2 - Documents contractuels de l'accord-cadre

2.1. Documents contractuels de l'accord-cadre

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe BPU
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
4. L'offre technique du candidat comprenant, tous les moyens mis en œuvre pour répondre aux demandes de l'Université Gustave Eiffel inhérente aux prestations objet de l'accord-cadre,
5. Le cadre de réponses,
6. L'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services ;

Toute clause, portée dans l'offre technique du titulaire ou dans tout autre document, contraire aux dispositions des autres pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre est réputée nulle et non écrite.

2.2. Documents contractuels du marché subséquent

Le marché subséquent est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le Cahier des Clauses Particulières valant acte d'engagement et son annexe :
 - Annexe 1 : Annexe financière
- L'acte d'engagement de l'accord-cadre
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières de l'accord-cadre,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'accord-cadre,
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), Arrêté du 30 mars 2021

Toute clause portée dans une documentation fournie par un Titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord cadre est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels de l'accord-cadre, la clause à retenir est celle qui figure sur le document de priorité supérieure.

Article 3 - Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire s'exécutant par marchés subséquents en application du code de la commande publique.

Article 4 - Durée de l'accord-cadre

4.1. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet au 1^{er} juillet 2025 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure pour une durée d'un an. La date de notification est la date de réception de l'accord-cadre par le titulaire.

Le titulaire et l'Université Gustave Eiffel mettront en place l'organisation nécessaire à la mise en application du présent accord-cadre avant sa date d'exécution.

L'accord-cadre est renouvelable trois fois pour une période d'un an par reconduction tacite sans que sa durée totale n'excède 48 mois.

La non reconduction de l'accord-cadre fait l'objet d'une décision expresse de l'Université Gustave Eiffel, notifiée aux titulaires au moins deux mois avant l'échéance de l'accord-cadre.

Les titulaires restent cependant engagés jusqu'à la fin de la période en cours.

4.2. Durée du marché subséquent

La durée du marché subséquent sera mentionnée dans le marché subséquent. Sa durée ne peut dépasser celle de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents ne pourront être conclus que pendant la durée de l'accord-cadre.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues par le marché subséquent pendant toute la durée du marché subséquent.

Article 5 – Périmètres de l'accord-cadre

Les bénéficiaires sont :

Travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH (RQTH et assimilé)
Titulaires d'une allocation temporaire d'invalidité (ATI)
Titulaires d'une rente d'invalidité avec une incapacité permanente au moins égale à 10%
Titulaires d'une pension d'invalidité
Agents ayant fait l'objet d'une décision de reclassement
Agents ayant fait l'objet d'un placement en Période de Préparation au Reclassement (PPR)
Agents recrutés sur un emploi réservé
Bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH)
Titulaires d'une carte d'invalidité ou d'une carte mobilité inclusion portant la mention "invalidité"

Lieux de travail :

Campus de Marne-la-Vallée et Versailles

Université Gustave Eiffel – Campus de Marne la Vallée

Ce campus comprend plusieurs adresses :

Université Gustave Eiffel - Campus de Marne la Vallée (siège social)

Bâtiment Copernic - 5 Boulevard Descartes
Champs sur Marne
77454 Marne la Vallée cedex 2

Université Gustave Eiffel - Campus de Marne-la-Vallée – Bâtiment Bienvenue

Cité Descartes
14-20 boulevard Isaac Newton
77447 Champs-sur-Marne
Marne-la-Vallée cedex 2

Université Gustave Eiffel – ESIEE PARIS

2 Boulevard Blaise Pascal – BP 99
93162 Noisy le Grand Cedex

Université Gustave Eiffel – Val d'Europe (ERASME)

6-8 cours du Danube
77700 Serris

Université Gustave Eiffel – IUT de Marne-la-Vallée, site de Meaux

17 rue Jablinot
77100 Meaux

Université Gustave Eiffel – Campus Versailles

25 Allée des Marronniers
F-78000 Versailles

En ce qui concerne les domiciles des agents, ils seront mentionnés dans le marché subséquent.

Article 6 – Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour un montant maximum de 900.000 € HT sur toute la durée du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance.

Article 7 - Conditions d'exécution

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du présent accord-cadre).

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre.

Aucun marché subséquent ne pourra être notifié postérieurement à la date de fin de validité de l'accord-cadre. Les éventuelles consultations en cours pour l'attribution des marchés subséquents seront classées sans suite.

Les marchés subséquents sont adressés au Titulaire de l'accord -cadre par courrier électronique.

Tout marché subséquent émanant de l'Université Gustave Eiffel permet d'obtenir les conditions prévues au présent accord-cadre.

Les marchés subséquents décrivent de manière détaillée les besoins de l'Université Gustave Eiffel.

Tout marché subséquent ne remplissant pas ces conditions devra être retourné par le Titulaire au service émetteur sans être honoré.

Dans le cas où le Titulaire serait dans l'impossibilité de fournir, dans le délai contractuel du devis, une prestation commandée, il s'engage, dès la réception du marché subséquent, à prendre contact avec le service émetteur du marché subséquent afin de lui proposer une prestation de qualité équivalente pour un prix au plus égal.

Si le Titulaire propose des modifications, le marché subséquent ne devient définitif que si l'Université Gustave Eiffel, par dérogation à l'article 25 du CCAG/FCS, exprime son accord par écrit dans un délai de huit (8) jours après réception de la contre-proposition.

Une proposition de modification non acceptée - par écrit - par l'Université Gustave Eiffel est considérée comme une défaillance d'exécution par le Titulaire faisant courir les pénalités de retard prévues à l'article 9.

7.1 – Vérifications - Modifications

En cas de non-exécution de la prestation (annulation ou manquement), les frais d'acheminement de la personne seront à la charge du titulaire.

A l'issue de chaque trajet, chaque agent fera signer un document permettant la vérification de la prestation effectuée lors de la facturation.

Les transports pourront être modifiés au plus tard 24 heures avant leur date de réalisation. Les horaires de prise en charge convenus devront être respectés.

Dans le cadre de cette prestation, l'agent aura l'obligation de prévenir le titulaire de toute annulation de voyage, au minimum 24 heures avant le jour concerné par courrier électronique ou tout autre mode de communication.

En cas de non-respect de ce délai, la prestation sera facturée à l'Université Gustave Eiffel.

Article 8 - Modalités de règlement

8.1 – Avance

Les modalités de versement de l'avance seront mentionnées dans le marché subséquent.

8.2. Présentation des factures

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les factures sont transmises sous forme électronique.

L'accès au portail Chorus Pro se fait par l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les informations suivantes sont nécessaires :

L'identifiant unique de l'Université Gustave Eiffel sur CHORUS PRO : mentionné dans le marché subséquent

Code service : mentionné dans le marché subséquent

Numéro d'engagement : mentionné dans le marché subséquent

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le règlement sera effectué mensuellement après service fait à terme échu.

Les factures doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- ✓ Nom, et adresse du Titulaire,
- ✓ Numéro du compte bancaire ou postal à créditer tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- ✓ Référence du marché subséquent,
- ✓ Référence de l'accord-cadre « Accord-cadre n° »,
- ✓ La désignation en clair de la période concernée
- ✓ Les prestations effectuées
- ✓ Le prix figurant sur le devis ou le cahier des charges,
- ✓ Le montant total HT,
- ✓ Le taux de remise (le cas échéant),
- ✓ Le montant de la TVA au taux en vigueur à la date d'établissement de la facture,
- ✓ Prix total toutes taxes comprises.
- ✓ Numéro de SIRET
- ✓ Numéro de la TVA INTRACOMMUNAUTAIRE

La facture comporte par ailleurs les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

Toute facture non conforme à ces dispositions sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement débutera à réception d'une facture conforme.

Le représentant de l'Université Gustave Eiffel pourra rectifier le montant des factures en y intégrant notamment les pénalités prévues à l'article 9 du présent CCP.

Le Titulaire doit prévenir en temps utile par écrit l'Université Gustave Eiffel de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire...).

L'Université Gustave Eiffel ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications internes au Titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

8.3 Délai de règlement

Les factures sont effectivement payées au plus tard le 30ème jour suivant de la date de réception de chaque facture acceptée sous réserve du service fait.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du Titulaire indiqué au présent accord cadre à partir de son RIB ou de son RIP original.

8.4 Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'ordonnateur de l'Université Gustave Eiffel est le Président de l'Université Gustave Eiffel.
Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable de l'Université Gustave Eiffel.

Article 9 - Pénalités

9.1 Pénalités de retard

Si l'agent est pris en charge avec plus de 10 min de retard du fait du titulaire, l'Université Gustave Eiffel se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 10 € par tranche de 15 minutes de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.
Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

9.2 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Université Gustave Eiffel applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.3 Autres pénalités spécifiques

Ce marché ne doit souffrir d'aucune coupure de service sauf cas de force majeure.
Les grèves des salariés du titulaire ne sont pas considérées comme cas de force majeure.

Si le chauffeur ne se présente pas sur les lieux de prise en charge au-delà de 2 heures, l'Université Gustave Eiffel se réserve le droit de faire exécuter la prestation par une autre société, aux frais et risques du titulaire.

9.4 Dysfonctionnement sur les véhicules (article 3 du CCTP)

En cas de constats avérés de dysfonctionnement sur les véhicules pendant les trajets, l'Université Gustave Eiffel se réserve le droit d'appliquer des pénalités de 50 € par constat.

Article 10 - Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre et à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation des obligations de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Article 11 – Protection des données personnelles

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

11.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'Université Gustave Eiffel les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet de l'accord-cadre

11.2 Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'Université Gustave Eiffel.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires, notamment en personnel, afin de respecter les dates et horaires prévus dans le présent accord-cadre. Le titulaire assure le remplacement de son personnel et la continuité de la prestation

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'Université Gustave Eiffel. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'Université Gustave Eiffel avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat. Il doit tout mettre en œuvre afin d'accomplir toutes les prestations demandées dans le marché et adapter ses moyens afin de répondre aux différentes attentes et besoins.

Les prestations doivent être exécutées sur toute la durée du marché sans interruption et de manière continue.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun événement ne vienne interrompre la continuité de la prestation (absence, congés, maladie, grèves etc.).

11.3 Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques.

Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'Université Gustave Eiffel de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur.

L'Université Gustave Eiffel dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'Université Gustave Eiffel n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'Université Gustave Eiffel. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'Université Gustave Eiffel de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

11.4 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

11.5 Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'Université Gustave Eiffel à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à protectiondesdonnees-dpo@univ-eiffel.fr

11.6 Exercice des droits des personnes

Le titulaire notifie à l'Université Gustave Eiffel toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :

Par mail à l'adresse suivante : protectiondesdonnees-dpo@univ-eiffel.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'Université Gustave Eiffel, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

11.7 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.8 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

11.9 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'Université Gustave Eiffel le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

11.10 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'Université Gustave Eiffel,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.11 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'Université Gustave Eiffel, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Université Gustave Eiffel ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Article 12 - Résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions du chapitre VII du CCAG/FCS, en particulier lors de retards répétés et non justifiés.

Article 13 - Litiges

En cas de litige, le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif dans le ressort duquel est situé au siège social de l'Université Gustave Eiffel.

Article 14 - Nantissement

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est :

Université Gustave Eiffel
Direction de la Commande Publique
5 Boulevard Descartes
Champs sur Marne
77454 Marne-la-Vallée cedex 2

Article 15 – Assurances

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurances en cours de validité, pour la durée de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages de toute nature, matériels et immatériels, directs ou indirects causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre. Il doit produire une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Il s'engage, en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, l'opérateur économique doit fournir une attestation, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre ou avant tout commencement d'exécution, émanant de sa compagnie d'assurance. Il doit adresser cette attestation au pouvoir adjudicateur au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de sa mission.

Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, l'opérateur économique doit justifier à tout moment du paiement de ses primes.

Article 16 – Dérogation au CCAG/FCS

L'article 9 du CCP déroge à l'article 14 Pénalités du C.C.A.G./F.C.S.

Article 17 – Pièces et informations administratives

17.1 Attestations administratives

Le titulaire s'engage dans le cadre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, à respecter toutes les dispositions du Code du travail notamment celles relatives au travail dissimulé.

A cet égard, le titulaire, et le cas échéant, ses sous-traitants, doivent s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail :

Le titulaire, et le cas échéant, ses sous-traitants s'engagent à fournir à l'Université :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales ;
- et une attestation sur l'honneur relative aux déclarations fiscales et à l'emploi régulier des salariés qui réaliseront les prestations objet de l'accord-cadre.

Le fait de méconnaître les interdictions définies à l'article L.8221-1 du Code du travail est puni d'un emprisonnement de 3 ans et d'une amende de 45.000 euros.

Par ailleurs, une pénalité au plus égale à 10 % du montant de l'accord-cadre peut être infligée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail.

17.2 Obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Université Gustave Eiffel les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;

- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, l'Université Gustave Eiffel ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université Gustave Eiffel n'aurait pas été informée.